



PLATFORM FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON
UNDOCUMENTED MIGRANTS

PICUM INFORMATIONS TRIMESTRIELLES Juillet – Septembre 2016

[FRONTIÈRES](#)

[NATIONS UNIES](#)

[DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE](#)

[DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX](#)

[SOINS DE SANTÉ](#)

[EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLE](#)

[FEMMES SANS-PAPIERS](#)

[ENFANTS ET LEURS FAMILLES SANS-PAPIERS](#)

[DÉTENTION ET EXPULSION](#)

[PUBLICATIONS ET DOCUMENTATIONS](#)

FRONTIÈRES

HONGRIE / Le Premier ministre demande l'expulsion de migrants vers des îles situées en dehors de l'Union européenne, la faible participation invalidant le résultat du référendum

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a déclaré le 22 septembre 2016 que tous les migrants en situation irrégulière devraient être 'renvoyés et expédiés' hors de l'Union européenne (UE). Il a suggéré de les envoyer vers des îles ou des zones côtières d'Afrique du Nord. Selon lui, leur expulsion serait la seule solution pour faire face à l'augmentation du nombre d'arrivées de migrants et de réfugiés. Ce commentaire est survenu le 2 septembre dernier en amont du référendum hongrois sur le projet de quotas de l'UE pour la redistribution de réfugiés et de migrants. 98% des votants ont rejeté le projet de l'UE pour l'accueil de réfugiés en Hongrie, cependant seulement 40,4% de l'électorat ayant pris part au référendum, le seuil des 50% requis pour faire valider le référendum n'a pas été atteint. Viktor Orbán a néanmoins annoncé que la Hongrie s'opposerait à ce projet. Selon des rapports, la Hongrie a laissé de nombreuses personnes des plus vulnérables en quête de protection bloquées à ses frontières. Human Rights Watch (HRW) a recensé 12 cas de violences sur des migrants et des demandeurs d'asile, parmi lesquels des enfants, ayant atteint la Hongrie de manière irrégulière. Ils ont rapporté avoir été sévèrement battus par la police hongroise, l'armée, ou des groupes de milices locales. De même, un rapport d'Amnesty International intitulé "L'espoir perdu, l'attaque soutenue de la Hongrie contre les droits des réfugiés et des migrants" (*Stranded Hope, Hungary's Sustained Attack on the Rights of Refugees and Migrants*), publié en septembre 2016, décrit les mesures répressives du pays contre les réfugiés et les migrants. Il recommande d'abroger les amendements hongrois qui criminalisent toute entrée irrégulière, permettent l'expulsion sommaire de réfugiés et de migrants et à la Commission européenne de conclure une procédure formelle d'infraction contre la Hongrie. Le rapport est disponible [ici](#).

Sources : [Human Rights Watch](#) 20 septembre 2016 ; [BBC News](#) 14 juillet 2016 ; [Politico](#) 22 septembre 2016 ; [The Guardian](#), 2 octobre 2016

MEDITERRANEE / Près de 300 500 arrivées, plus de 3 500 décès en mer en 2016

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé qu'au 21 septembre, 300 450 migrants et réfugiés sont entrés en Europe par la mer en 2016, la plupart à travers la Grèce et l'Italie. Selon le projet "Migrants disparus" de l'OIM (IOM's Missing Migrants Project), 3 501 décès en mer ont été recensés au cours de cette période en 2016. Cela correspond à une augmentation par rapport à l'année précédente où 2 887 décès ont été enregistrés pour cette même période. Selon l'organisation Save the Children, au moins 600 enfants sont morts en tentant de traverser la Méditerranée entre janvier et septembre 2016.

Sources : [Communiqué de presse de l'Organisation internationale pour les migrations](#), 23 septembre 2016; [Save the Children News](#), 3 octobre 2016

NATIONS UNIES

ONU / Le Sommet sur les réfugiés et les migrants caractérisé par l'espoir et une certaine tiédeur

Le 19 septembre 2016 à New York, l'Assemblée générale des Nations Unies a abrité un Sommet de haut niveau pour aborder les nombreux mouvements de réfugiés et de migrants, avec pour objectif de développer un plan d'action visant une meilleure réponse internationale aux flux de réfugiés et de migrants. Le Sommet a rassemblé les chefs d'Etats et de gouvernements, les décideurs politiques de l'Union européenne, les organisations internationales et la société civile. L'intégralité des 193 Etats membres ont unanimement adopté la "[Déclaration de New York](#)", un ensemble d'engagements pour protéger les droits et partager les responsabilités à l'échelle mondiale. En adoptant la Déclaration de New York, les Etats membres se sont engagés à commencer les négociations conduisant à l'adoption d'un Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en 2018 et l'adoption d'un Pacte mondial sur les réfugiés en 2018. Les dirigeants de l'Union européenne présents au forum ont mis l'accent sur le besoin d'une sécurité renforcée aux frontières. Le Président du Conseil européen, Donald Tusk [a déclaré](#) que la priorité est de "remettre de l'ordre" aux frontières extérieures de l'Union européenne. Theresa May, Premier ministre du Royaume-Uni, a demandé une campagne de répression mondiale contre la "migration incontrôlée" ajoutant que le droit et le devoir des pays est de contrôler leurs frontières. La campagne pour Mettre fin à la rétention d'enfants en situation irrégulière (*End Immigration Detention of Children*) a [critiqué](#) le paragraphe 33 de la Déclaration de New York qui autorise la rétention d'enfants en tant que mesure de dernier ressort, en contradiction avec l'argument du Comité des droits de l'enfant de l'ONU qui précise que la rétention constitue toujours une violation de leurs droits. Plus d'une centaine d'organisations de la société civile ont publié conjointement une [déclaration et un tableau de bord](#) mettant en lumière leurs préoccupations sur le manque d'engagement clair de cette Déclaration, ainsi qu'un retour en arrière des standards existants en matière de droits de l'homme. Pour plus d'informations sur les actions de la société civile autour de ce sommet, cliquez [ici](#). Le Sommet a aussi consacré l'Organisation internationale pour les migrations en tant qu'organisation associée aux Nations Unies. Durant le sommet, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, François Crépeau, a publié une [déclaration conjointe](#) avec d'autres experts des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui appelle à la mise en place d'un cadre fondé sur le respect des droits de l'homme en situation de migration dans la production des Pactes mondiaux sur les réfugiés et la migration. Pour plus d'informations sur le sommet et pour avoir accès aux déclarations, vidéos et à la galerie photos, cliquez [ici](#).

Sources : [UN News Centre](#), 19 septembre 2016 ; [International Business Times](#), 21 septembre 2016 ; [The Guardian](#), 20 septembre 2016 ; [Organisation internationale pour les migrations](#) (OIM) 20 Septembre 2016; [Communiqué de presse des Nations Unies](#), 19 Septembre 2016

DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

UE / SLOVAQUIE / Une nouvelle déclaration et sa feuille de route visent à réduire la migration irrégulière, les dirigeants européens restent divisés sur le sujet

Les responsables politiques de l'Union européenne et les chefs d'Etats de tous les Etats membres de l'Union européenne, excepté le Royaume-Uni, se sont rencontrés le 16 septembre à Bratislava en Slovaquie pour débattre ensemble des défis et de l'avenir du projet européen. Les migrations ont figuré parmi les sujets majeurs abordés. Les Etats membres de l'Union européenne se sont entendus sur la Déclaration de Bratislava et sa feuille de route qui esquissent les objectifs, les défis et les mesures concrètes pour y faire face. Concernant les migrations, les dirigeants européens se sont mis d'accord pour renforcer les frontières extérieures et "ne plus jamais accepter" le retour des flux incontrôlés de 2015, de même qu'à faire baisser les chiffres de la migration irrégulière. Parmi les mesures à prendre, la feuille de route s'engage à appliquer la déclaration UE-Turquie, à offrir une assistance immédiate afin de renforcer le contrôle à la frontière entre la Turquie et la Bulgarie, à continuer de soutenir les autres Etats membres en première ligne, tout en renforçant la coopération et le dialogue avec les pays tiers. Pour lire la Déclaration de Bratislava et sa feuille de route, cliquez [ici](#). En amont de la réunion du 14 septembre 2016 à Bratislava, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a prononcé son discours annuel sur l'état de l'Union européenne. Ce discours intitulé "[Vers une Europe meilleure - Une Europe qui protège, donne les moyens d'agir et défend](#)" ("[Towards a better Europe - a Europe that protects, empowers and defends](#)") signale que l'Union européenne fait face à une crise existentielle et que le plan d'investissement pour l'Afrique et son voisinage a le potentiel pour rassembler 44 milliards d'euros d'investissement et pourrait ainsi compléter l'aide au développement de l'Union européenne, tout en s'attaquant à une des causes profondes des migrations.

Sources : [Financial Times](#), 17 septembre 2016; [EU Observer](#), 20 septembre 2016

DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

ALLEMAGNE/ Des attaques déclenchent un renouvellement du débat sur davantage de restrictions à l'entrée des migrants et réfugiés

Une série d'attaques en Bavière, en Allemagne, ont remis à jour le débat sur le contrôle des migrants et des réfugiés qui entrent dans le pays, en dépit du fait que l'un des assaillants avait la nationalité allemande et qu'il a surtout visé des personnes d'origine étrangère, et que les deux autres ont souffert de maladies mentales. Le 24 juillet 2016, un Syrien de 27 ans ayant un arrêté d'expulsion suspendu ('Duldung') s'est donné la mort et a blessé 12 personnes après avoir fait exploser une bombe au festival de musique d'Ansbach. L'attaque fait suite à la fusillade du 22 juillet dans un centre commercial à Munich par un Germano-Iranien de 18 ans. La fusillade a fait 9 morts et plus de 20 blessés essentiellement d'origine étrangère. L'auteur des faits a avoué s'être inspiré d'Anders Breivik, un Norvégien poursuivant une idéologie d'extrême droite, qui a tué plus de 70 personnes en un jour en 2011. Une semaine auparavant, ces attaques ont été précédées par une attaque à la hache et au couteau d'un jeune Afghane à Würzburg qui aurait été inspiré par l'Etat Islamique (EI). La Chancelière Angela Merkel de l'Union chrétienne démocrate (UCD) d'Allemagne a réaffirmé que l'Allemagne continuerait d'accueillir des réfugiés. Cependant des voix se sont fait entendre pour limiter la législation qui permet aux migrants et aux réfugiés d'entrer dans le pays. Les positions les plus critiques envers Angela Merkel sont venues des politiciens du parti frère de l'UCD en Allemagne, l'Union sociale chrétienne (USC). Le Président du Comité consultatif de la Fondation allemande pour l'intégration et les migrations (*Sachverständigenrat deutscher Stiftungen für Integration und Migration*), Haci Halil Uslucan, s'est dit concerné par le fait que le débat n'examine pas avec justesse la complexité de ces attaques. Il a déclaré qu'un débat neutre serait davantage profitable pour éviter d'autres incidents.

Sources : [Die Welt](#), 31 juillet 2016; [Der Tagesspiegel](#), 30 juillet 2016; [Frankfurter Allgemeine Zeitung \(FAZ\)](#), 25 juillet 2016; [Süddeutsche Zeitung](#), 29 Juillet 2016; [EU Observer](#), 25 juillet 2016

ITALIE / Les journalistes autorisés à entrer dans les hotspots

Le 14 juillet 2016, au cours d'une réunion entre le Ministère de l'intérieur italien, la Fédération nationale des journalistes et l'association Carta di Roma, il a été convenu que les hotspots italiens seraient ouverts aux délégations de journalistes. Les médias seront autorisés à y entrer au moins une fois par mois sous réserve d'un préavis de 12 heures. L'Italie dispose actuellement de 4 hotspots opérationnels : Lampedusa, Pozzallo, Trapani and Taranto, auxquels les avocats, les journalistes et les représentants de la société civile n'avaient pas accès.

Sources : [Stranieriinitalia](#), 18 juillet 2016 ; [Vita](#), 19 juillet 2016 ; [ONU Italia](#), 19 juillet 2016 ; [Communiqué de presse de Carta di Roma](#), 18 juillet 2016

SOINS DE SANTÉ

CHYPRE / Suite à l'expiration de son permis de séjour, une femme migrante met son enfant mort-né dans une valise de peur de demander une assistance médicale

Une Philippine a été placée en rétention provisoire pour une durée de 8 jours par la Cour du district de Nicosie le 18 juillet 2016 pour avoir abandonné son enfant mort-né dans une valise et demandé à un ami de l'enterrer. Le 14 juillet, la femme est arrivée à l'hôpital général de Nicosie, victime d'hémorragie et souffrant d'épuisement. Ce sont les professionnels de santé de l'hôpital où elle a été traitée qui l'ont signalée à la police. Par la suite, elle a été accusée de "dissimulation de naissance", "association avec autrui pour conspiration de dissimulation" et d' "expiration de la durée de séjour". Les rapports indiquent que suite à l'expiration de son visa, la femme n'a pas cherché à se faire suivre médicalement durant sa grossesse. D'après la loi chypriote, seuls les ressortissants chypriotes, les nationaux de l'Union européenne enregistrés et les victimes de la traite des êtres humains peuvent prétendre au droit à l'accès aux soins de santé avec quelques exceptions. Les organisations de la société civile ont réitéré leurs inquiétudes face au cadre légal restrictif des migrants et ont en outre critiqué les médias pour avoir exagéré les accusations dans ce cas.

Sources : [In Cyprus](#), 20 juillet 2016 ; [Communiqué de presse de KISA](#), 22 juillet 2016 ; [Communiqué de presse de KISA](#) 29 juillet 2016

GRECE / L'Agence de santé demande la fermeture des centres d'accueil et met en garde contre d'éventuels risques sanitaires

Suite à l'inspection de 16 centres dans le nord de la Grèce, le 26 juillet 2016, le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies a demandé la fermeture des centres d'accueil de migrants à travers tout le pays. Ce dernier estime que les conditions de vies dans les baraques militaires et les sites industriels où sont logés des centaines de migrants posent une série de risques sanitaires pour les migrants et pour le public. La ventilation inadéquate, l'accès insuffisant à l'eau courante et une accumulation de grandes quantités d'ordures dans les locaux ont été spécifiquement pointés du doigt.

Source : [Ekathimerini](#), 26 juillet 2016

NORVEGE/ Une étude montre qu'un quart des médecins généralistes en Norvège soigne les migrants sans-papiers et que la majorité continuerait à le faire malgré l'existence de lois restrictives

Selon une étude publiée le 21 juin 2016, près d'un médecin généraliste sur quatre en Norvège a traité un migrant sans-papiers, malgré la législation nationale restreignant le droit d'accès de ces derniers à de tels services. Fondée sur 1 131 réponses à une enquête en ligne menée par les membres de l'Association norvégienne des médecins généralistes, l'étude révèle que des médecins généralistes provenant de toutes les régions du pays ont eu des contacts avec les migrants sans-papiers. Selon la législation adoptée en 2012, les migrants sans papiers en Norvège ont seulement accès aux soins d'urgence et soins de nécessité qui ne peuvent être retardés, ainsi qu'à une assistance médicale pour les femmes durant leur grossesse, pour les enfants et pour les personnes ayant des problèmes de santé mentale sérieux. Actuellement, deux cliniques en Norvège (à Oslo et Bergen) offrent des services de soins de santé aux migrants sans-papiers. Cet article est disponible en [anglais](#) et en [norvégien](#).

ESPAGNE / La Cour constitutionnelle décide que le décret refusant le droit à l'accès aux soins de santé des migrants sans-papiers est constitutionnel

Le 21 juin 2016, la Cour constitutionnelle espagnole a rendu sa décision concernant la constitutionnalité du Décret royal (Real Decreto-ley 16/2012, ou RDL), adopté par le gouvernement en 2012, qui restreignait les bénéficiaires de soins de santé gratuits en Espagne. Les migrants sans-papiers font partie des groupes qui se sont vus exclure l'accès aux soins de santé gratuits, alors qu'un accès identique à celui des citoyens espagnols leur avaient été auparavant garanti. Selon ce décret, l'assistance médicale gratuite offerte aux migrants sans-papiers est limitée aux soins d'urgence, à l'assistance durant la grossesse et l'accouchement ainsi qu'à l'assistance aux

mineurs. Le Parlement de la Communauté autonome espagnole de Navarre a contesté la constitutionnalité de ce décret. La Cour constitutionnelle a rejeté toutes les revendications et déclaré ce décret conforme à la Constitution. La Cour a également décidé qu'il n'y a aucune violation du droit à la santé car ce droit est défini par la loi et non par la Constitution espagnole. Des organisations de la société civile ont dénoncé cette décision qui, selon elles, ne prend pas en considération les obligations de l'Espagne en matière de droits de l'homme. Cette décision est disponible [ici](#) (en espagnol).

EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES

MAROC / Adoption d'une nouvelle loi du travail concernant le travail domestique

Les Parlementaires marocains ont amendé le 26 juillet 2016 la loi du travail relative au travail domestique. Ces modifications comprennent l'interdiction d'employer des enfants âgés de moins de 18 ans pour un travail domestique. Un nombre d'heures maximal de travail a été introduit même si ce nombre reste plus élevé que dans d'autres secteurs. La nouvelle loi ne prend pas en considération les nombreux amendements suggérés par les organisations de la société civile, tels que des dispositions relatives à des programmes de soutien pour les enfants qui travaillent actuellement dans ce secteur. Les associations Afrique Culture Maroc (ACM), Collectif des Travailleurs Migrants au Maroc et d'autres organisations ont notamment demandé une révision de cette nouvelle loi, recommandant parmi d'autres points, la considération de la vulnérabilité des travailleurs domestiques migrants et l'établissement d'un programme de soutien pour les enfants impliqués dans ce secteur. Sources : [Communiqué de presse d'Afrique Culture Maroc](#) ; [Le Monde Afrique](#), 9 août 2016 ; [Morocco Gazette](#), 10 septembre 2016 ; [Human Rights Watch](#), 1 août 2016

ROYAUME-UNI / Une chaîne d'hamburger blâmée pour son soutien à des descentes de police relatives aux travailleurs migrants

Un total de 35 travailleurs migrants venant du Brésil, du Népal, d'Égypte et d'Albanie ont été retenus lors d'une descente de police opérée dans plusieurs branches de la chaîne de restaurants Byron Hamburgers, le 4 juillet 2016 à Londres. Un travailleur senior d'une de ces branches a affirmé qu'il avait été demandé au personnel d'assister à une réunion sur la santé et la sécurité à laquelle les officiers des services de l'immigration se sont rapidement joints et ont commencé à interviewer les personnes présentes. Byron a été largement critiqué sur les réseaux sociaux pour avoir organisé des réunions sur de faux prétextes et pour avoir publié une déclaration argumentant qu'ils ignoraient que leurs employés étaient en possession de "documents contrefaits" jusqu'à ce que le Ministère de l'intérieur britannique (Home Office) ait attiré leur attention sur ce fait. Le 29 juillet, les activistes de « London Black Revs » et du « Malcom X Movement » ont lâché des milliers de cafards et sauterelles dans deux des branches de Byron en protestation du traitement infligé aux travailleurs migrants. Ceci intervient à un moment où les raids relatifs à l'immigration à travers le Royaume-Uni sont [en nombre croissant](#), avec notamment une augmentation de 80% à Londres entre 2010 et 2015.

Sources : [The Guardian](#), 27 juillet 2016 ; [Migrant's Rights Network](#), 11 juillet 2016 ; [The Guardian](#), 31 juillet 2016

FEMMES SANS PAPIERS

COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE / Décision : les femmes migrantes qui ont souffert de violence domestique pourraient perdre leur statut si leur partenaire européen quittait leur pays de résidence

La Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu un jugement le 30 juin 2016 dans le cas [NA C-115/15](#). Le jugement concerne la disposition relative à la violence domestique dans la « Directive UE 2004/38 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres » ([Directive](#)) qui donne le droit de libre circulation aux citoyens des pays non membres de l'UE s'ils ont un lien familial avec un citoyen européen. Afin de protéger les citoyens des pays non membres de l'UE qui échappent à une relation abusive, la Directive les autorise à rester dans l'UE et à obtenir un permis de séjour permanent si les circonstances durant le mariage ont été particulièrement difficiles, telles que la violence domestique. Cela signifie qu'un(e) époux/épouse peut être protégé(e) de la perte de son statut si le mariage ou le partenariat enregistré s'est terminé pour cause de violence domestique. En l'espèce, il s'agissait d'une ressortissante pakistanaise ayant emménagé au Royaume-Uni avec son mari allemand, qu'elle

quitta par la suite à cause de violence domestique. Son mari quitta ensuite le Royaume-Uni. En raison des faits de l'espèce, la Cour considéra que la femme pouvait rester au Royaume-Uni car elle était la mère d'enfants ayant la nationalité allemande mais non pas parce qu'elle était victime de violence domestique.

Sources : [EU Law Analysis](#), 25 juillet 2016; [Free Movement](#), 6 juillet 2016

UE / L'UE a l'intention de désigner 2017 comme l'année relative à l'élimination de la violence contre les femmes

L'Union européenne a l'intention de désigner 2017 comme l'année des actions ciblées pour la lutte contre la violence faite aux femmes. Des activités spécifiques n'ont pas encore été annoncées. Dans ce contexte, la Commission, à travers son programme Droits, Egalité et Citoyenneté (DEC Programme), va co-financer des activités d'information, de sensibilisation et d'éducation au niveau national avec pour but de prévenir et lutter contre la violence faite aux femmes et cela conformément aux objectifs précis relatifs à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes et à l'amélioration de la parité homme/femme. En mars 2016, la Commission européenne a par ailleurs proposé à l'Union européenne d'adhérer à la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe, qui est un traité international détaillé relatif à la lutte contre la violence faite aux femmes et la violence domestique.

Sources : [European Commission](#), 7 septembre 2016

ENFANTS SANS PAPIERS ET LEUR FAMILLE

RAPPORT / « Déracinés : Une crise grandissante pour les enfants migrants et réfugiés »

UNICEF a publié le 7 septembre 2016 le rapport « Déracinés : Une crise grandissante pour les enfants migrants et réfugiés ». Ce rapport présente les données disponibles concernant la réalité de l'enfance dans un contexte de migration et de déplacements, soulignant les besoins spécifiques et les droits des enfants migrants et réfugiés. Les données présentées indiquent qu'au moins 31 millions d'enfants ont migré ou ont été déplacés de force par-delà les frontières, dont 5,4 millions présents en Europe. Ce rapport expose six recommandations afin d'améliorer la situation : protéger les enfants réfugiés et migrants de l'exploitation et la violence ; mettre fin à la rétention des enfants migrants et réfugiés ; conserver l'unité familiale et garantir l'enregistrement des naissances ainsi que l'accès à une identité légale ; permettre à tous les enfants migrants et réfugiés d'avoir accès à l'enseignement, à la santé et à d'autres services de qualité ; réclamer des mesures concrètes concernant les causes sous-jacentes des mouvements de masse de réfugiés et migrants et promouvoir des mesures pour combattre la xénophobie, la discrimination et la marginalisation dans les pays de transit et de destination. Le rapport indique que de bonnes politiques migratoires sont nécessaires mais insuffisantes - les capacités administratives et la volonté politique de mise en œuvre sont aussi essentielles. Cliquez [ici](#) pour lire le rapport complet.

Source : [Communiqué de presse UNICEF](#), 7 septembre 2016

USA / Le gouvernement annonce son intention d'autoriser les habitants d'Amérique centrale d'entrer aux USA en tant que réfugiés

Le gouvernement américain a annoncé le 26 juillet 2016 le développement d'un programme qui autoriserait les habitants d'Amérique centrale à entrer aux Etats-Unis en tant que réfugiés. Les Etats-Unis font face à un nombre croissant de migrants provenant de El Salvador, du Guatemala et du Honduras, pays largement connus comme étant gangrenés par la violence des gangs. Le gouvernement américain a négocié un accord de transfert de protection avec le Costa Rica pour instituer ce pays en tant qu'Etat d'accueil temporaire des migrants les plus vulnérables de El Salvador, du Guatemala et du Honduras, le temps que leur demande d'asile soit évaluée. Les Nations Unies aideront à identifier les plus vulnérables dans ces pays d'origine. Le Costa Rica vise à accueillir 200 personnes à la fois pour des périodes de 6 mois via ce nouvel accord. Seuls ceux qui auront été présélectionnés dans leur pays d'origine seront admis par le Costa Rica.

Sources : [New York Times](#), 26 juillet 2016 ; [The Guardian](#), 26 juillet 2016

DÉTENTION ET EXPULSION

AUSTRALIE / L'entreprise gérant les centres extraterritoriaux de rétention de l'Australie pourrait être tenue responsable de crimes contre l'humanité, selon certains experts

La société espagnole Ferrovial a été avertie par des professeurs de la faculté de droit de Stanford que ses directeurs et employés encourent des poursuites judiciaires en vertu du droit international pour avoir fourni ses services aux camps australiens sur les îles Nauru et Manus en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ces centres australiens extraterritoriaux de rétention ont attiré des critiques globales et constantes depuis que le pays a réintroduit sa politique de « traitement extraterritorial » en 2012. Actuellement, les demandeurs d'asile arrivant en Australie par bateau sans visa sont envoyés soit sur l'île de Nauru soit sur l'île Manus, où ils sont retenus de manière indéfinie et arbitraire. A présent, 843 hommes sont retenus sur l'île de Manus et 466 personnes, dont 50 enfants, dans le centre de rétention de Nauru. La plupart sont retenus sur ces îles depuis presque trois ans. L'avertissement a été mis en exergue dans un nouveau [rapport](#) publié le 25 juillet par le groupe de défense des droits « No Business In Abuse (NBIA) » et le Centre des droits de l'homme de Melbourne. Ce rapport enjoint Ferrovial de cesser immédiatement toutes les opérations en cours dans ces deux camps et affirme qu'une douzaine de banques et investisseurs européens et nord-américains sont complices de cette rétention extraterritoriale de l'Australie, dû à leur soutien financier à Ferrovial. Ferrovial a alors répondu qu'elle ne renouvellerait pas son contrat avec le gouvernement australien l'année prochaine.

Source : [The Guardian](#), 25 juillet 2016

GLOBAL / RAPPORT/ Des rapports soulignent la rétention d'enfants migrants, ses impacts et les standards applicables

Le Groupe de travail interinstitutionnel pour Mettre fin à la rétention des enfants migrants (Inter-Agency Working Group to End Child Immigration Detention) a publié une brochure mettant l'accent sur l'emploi de la rétention des enfants migrants, les incidences nuisibles que cela a sur les enfants, les normes législatives applicables et les alternatives. Cette brochure est accompagnée d'un document résumant plus en détails les standards normatifs et les recommandations nécessaires pour mettre fin à la rétention des enfants. Cela démontre un consensus croissant et la reconnaissance par la communauté internationale que la rétention d'un enfant migrant - qu'il soit accompagné ou non - constitue une violence claire des droits de l'enfant. Cette brochure est disponible [ici](#). L'autre document est disponible [ici](#).

GRECE/ Human Rights Watch dénonce la rétention des enfants non-accompagnés dans des cellules de postes de police

Human Rights Watch (HRW) a signalé que les autorités grecques retiennent régulièrement les enfants non-accompagnés demandeurs d'asile et migrants dans de petites cellules de postes de police surpeuplées et insalubres. Les enfants y sont apparemment retenus pour des semaines voire des mois, en attendant une place dans les centres d'accueil. La rétention des enfants dans les postes de police a été envisagée à l'origine comme une mesure à court terme, due au manque de logement suffisant et adéquat pour les enfants. Entre temps, des centaines d'autres enfants migrants ont été retenus dans de larges centres de rétention. Les enfants ont eux-mêmes décrit les cellules comme étant insalubres et surpeuplées où l'on trouve des draps sales, des puces, ainsi qu'un manque d'accès à l'information ou à des services tels qu'une assistance et des conseils juridiques et à l'accès à des interprètes. Les enfants ont également signalé qu'ils n'avaient pas l'autorisation de quitter leur petite cellule.

Source : [Human Rights Watch](#), 19 juillet 2016